

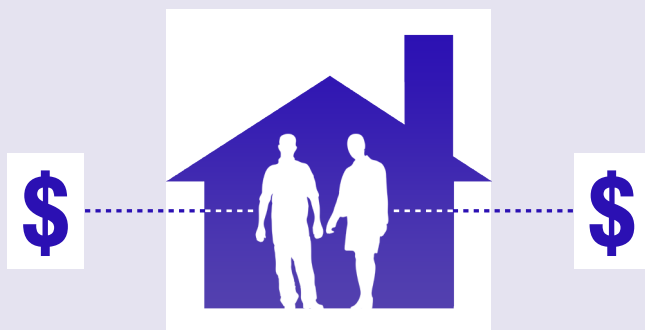
Le Revenu social, c'est quoi ?

C'est un montant d'argent qu'on recevrait chaque mois du Gouvernement du Québec.

Le Revenu social remplacerait plusieurs prestations comme :

- l'aide sociale
- les prêts et bourses
- le crédit d'impôt pour la solidarité

Chaque adulte qui vit au Québec le recevrait.



Une personne = un chèque.

Le Revenu social, ça changerait quoi dans ma vie ?

Comme tout le monde le recevrait, il n'y aurait plus de différences entre les personnes assistées et celles qui ne le sont pas. Il y aurait moins de préjugés.

Comme il n'y aurait pas de conditions pour le recevoir et qu'il serait garanti, fini les longues démarches, les inquiétudes, les agents, le contrôle, le stress...

Le Revenu social, c'est quel montant ?

Le Revenu social serait suffisant pour payer ses besoins de base :



nourriture



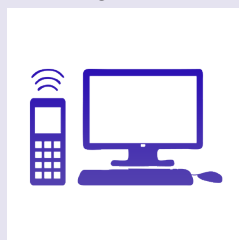
logement



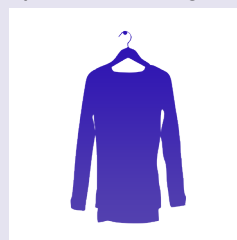
produits ménagers



soins personnels



téléphone et internet



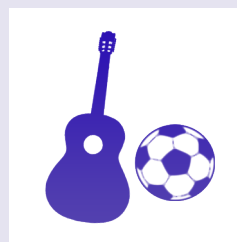
vêtements



meubles



transport



loisirs

C'est un montant égal au seuil de faible revenu (après impôt) calculé par le gouvernement.

En 2014, c'est environ 19 000 \$.

En plus, on continuerait à recevoir :

- le régime des rentes
 - l'assurance-emploi
 - le soutien aux enfants
 - la sécurité de vieillesse
- et on continuerait à avoir l'accès gratuit aux services publics.

Où le gouvernement prendrait l'argent ?

L'impôt

On ne payerait pas d'impôt sur le montant du Revenu social. Mais on commencerait à payer de l'impôt à partir du moment où on recevrait un autre revenu.

En faisant payer plus d'impôt à ceux qui peuvent, on irait chercher beaucoup d'argent.

Exemple

Revenu social	Revenu de travail	Revenu total avant impôt
19 000 \$	10 000 \$	29 000 \$
impôt	impôt	

Des économies

Le programme d'aide sociale n'existerait plus, le gouvernement n'aurait plus à payer pour des agents, les enquêtes, la gestion des dossiers, etc.

Comme tout le monde aurait assez d'argent pour ses besoins de base, la population aurait moins de problèmes de santé, d'itinérance, scolaires, juridiques... C'est beaucoup moins de dépenses pour le gouvernement.

Selon le Conseil national du bien-être social (2011), les coûts de la pauvreté sont de 25 milliards de dollars, alors qu'il en faudrait seulement la moitié pour que tous les Canadiens puissent vivre au-dessus du seuil de la pauvreté.